



## Sommaire

- L'ONU va viser explicitement Daech et son financement par le pétrole.. 1
- Le Gafi élabore une feuille de route pour mieux lutter contre le financement du terrorisme ..... 2
- Le financement de Daesh par le pétrole dans le viseur de l'ONU..... 2
- Terrorisme : l'ONU va frapper Daech au portefeuille ..... 3

## L'ONU va viser explicitement Daech et son financement par le pétrole



Michel Sapin a dessiné les contours du projet de résolution de l'ONU. La lutte contre le financement du terrorisme s'affirme comme une priorité des membres des Nations Unies et de chaque Etat.

Le projet de résolution de l'ONU, qui sera soumis jeudi au Conseil de sécurité de l'ONU, vise "explicitement" l'organisation Etat islamique et son financement par le pétrole, et compte sur la "pression internationale" pour pousser les Etats à s'attaquer à ce

problème, sous peine de sanctions, a indiqué mercredi 16 décembre le ministre des Finances, Michel Sapin.

Le Conseil de sécurité adressera avec cette résolution "un message politique très ferme, très fort: la lutte contre le financement du terrorisme est l'une des priorités de l'ensemble des membres des Nations unies et chaque Etat devra mettre en œuvre les mesures nécessaires", a déclaré le ministre dans un entretien dans son bureau à Bercy.

"A la demande de la France et en lien très étroit (avec Paris)" après les attentats du 13 novembre, les Etats-Unis, qui assurent en décembre la présidence tournante du Conseil de sécurité, ont mis sur pied cette réunion, à laquelle participeront pour "la première fois" les ministres des Finances des 15 États membres, a-t-il souligné. Le texte, qui s'appuie sur une résolution antérieure concernant Al-Qaïda, "sera étendu explicitement à Daech (et) permettra tout particulièrement de viser le gel des avoirs qui seraient d'une manière ou d'une autre tirés du trafic du pétrole", a révélé Michel Sapin. "De même, il sera demandé une vigilance toute particulière aux États sur le trafic d'œuvres d'art qui peut alimenter des grands mouvements comme Daech", a-t-il ajouté.

Le ministre des Finances, qui a fait de la traque contre le financement du

terrorisme l'un de ses principaux objectifs depuis les attentats de janvier à Paris, est convaincu que les 15 membres du Conseil de sécurité approuveront le texte à l'unanimité. "Je ne vois pas quel pays pourrait s'opposer en quelque sorte à ce que l'on soit efficace dans la lutte contre le financement du terrorisme", a-t-il affirmé. Selon lui, les cinq membres permanents (Chine, Etats-Unis,

France, Grande-Bretagne et Russie), qui ont un droit de veto, se montrent "extrêmement fermes dans la mise en œuvre des standards nécessaires".

### Pression internationale

Selon lui, "la question sera donc: 'est-ce que tous les pays font ce qu'il faut pour lutter contre le financement du terrorisme?' "La résolution de l'ONU constitue "un support juridique" pour que les pays prennent leurs dispositions.

La communauté internationale devra ensuite vérifier que chaque Etat applique les mêmes mesures. Cette mission de surveillance reviendra au Groupe d'action financière (Gafi), un organisme intergouvernemental basé à Paris et chargé de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Le Gafi "passe en revue chaque pays", a rappelé Michel Sapin. "Chaque pays sera ainsi soumis à un examen pour

savoir s'il a bien pris toutes les mesures nécessaires pour lutter efficacement contre le financement du terrorisme", a-t-il détaillé. "Et c'est là où la pression internationale, la force du message politique qui sera adressé au monde sera déterminante", a estimé le ministre. "Aucun pays ne pourra rester de côté. Aucun pays ne pourra paraître indulgent avec le financement du terrorisme, sinon il sera sur une liste et montré du doigt", a-t-il affirmé. "A partir de ce moment-là, des sanctions peuvent être prises contre ces pays", a prévenu le ministre.

### Accélérer les échanges

A l'occasion de son déplacement à New York, le ministre français s'entretiendra également avec le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Jacob Lew. Au menu: l'échange d'informations sur le financement du terrorisme. "Nous avons besoin d'améliorer encore, d'accélérer, d'approfondir ces échanges d'informations, tout particulièrement à partir d'un réseau que les Américains ont la capacité d'analyser, qu'on appelle SWIFT, qui résume sur l'ensemble de la planète les mouvements de fonds, les mouvements bancaires dont peuvent bénéficier telle ou telle personne", a souligné Michel Sapin.

Selon lui, "beaucoup de travail a déjà été fait, (mais) il y a un dernier grand coup de collier à donner pour que nos deux pays et les services qui (ont cette charge) puissent travailler plus vite et de manière plus pertinente encore", a-t-il dit. Le système bancaire international SWIFT représente 80% du total des mouvements mondiaux de fonds.

Liens:<http://www.challenges.fr/monde/moyen-orient/20151216.CHA2807/l-onu-va-viser-explicitement-daech-et-son-financement-par-le-petrole.html?xtor=RSS-22>

## Le Gafi élabore une feuille de route pour mieux lutter contre le financement du terrorisme

(...) Au terme de trois jours de réunion, à laquelle ont participé des responsables de services de renseignement mais aussi des juristes et des experts financiers, le Gafi a décidé d'« adapter sa stratégie pour mieux comprendre la nature changeante des risques liés au financement du terrorisme », indique un communiqué de l'organisation.

Le Groupe d'action financière va ainsi fournir un document mis à jour sur les finances du groupe Etat islamique (EI), en lien avec les Nations unies, Interpol et le Counter-ISIL Finance Group (CFIG), qui combat les sources de financement de l'EI, afin de « mieux évaluer l'impact » des actions prises et « l'évolution des risques ».

En parallèle, des « indicateurs » sur le financement du terrorisme vont être mis en place, qui seront partagés avec le secteur privé, ajoute le Gafi. Deux réunions auront lieu en février, l'une avec le CFG, l'autre avec des représentants du secteur privé, pour discuter de ces deux initiatives.

« Un meilleur partage de l'information est nécessaire entre les organismes » chargés de lutter contre le financement terroriste, notamment entre les pays et

le secteur privé, souligne le Gafi, qui souhaite « renforcer les règles internationales » et leur « mise en oeuvre ».

En février 2016, le groupe d'action financière mettra ainsi sur pied « des mesures de suivi pour les pays qui n'ont pas criminalisé le financement du terrorisme ou qui n'appliquent pas de sanctions financières ciblées ». Il discutera par ailleurs d'un possible renforcement des règles en vigueur, précise le communiqué.

Le Gafi est un organisme intergouvernemental chargé de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Créé en 1989, et basé à Paris, il est composé de 34 pays et territoires, ainsi que de 2 organisations régionales.

Après les attentats du 13 novembre, qui ont fait 130 morts à Paris et Saint-Denis, les dirigeants du G20 lui ont demandé de leur remettre en février 2016 un rapport sur les progrès faits par les Etats pour corriger les faiblesses en matière d'assèchement des flux de financement liés au terrorisme. Une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU a été convoquée jeudi, à laquelle participeront les ministres des Finances des 15 pays membres.

Liens:<http://www.radioorient.com/le-gafi-elabore-une-feuille-de-route-pour-mieux-lutter-contre-le-financement-du-terrorisme/>

## Le financement de Daesh par le pétrole dans le viseur de l'ONU

Un projet de résolution de l'ONU qui vise « explicitement » l'organisation État islamique et son financement par le pétrole sera soumis jeudi au Conseil de sécurité de l'ONU. Il compte sur la « pression internationale » pour pousser les États à s'attaquer à ce problème, sous peine de sanctions. Voilà ce qu'a indiqué ce mercredi le ministre des Finances français, Michel Sapin.

Le Conseil de sécurité adressera avec cette résolution « un message politique très ferme, très fort : la lutte contre le financement du terrorisme est l'une des priorités de l'ensemble des membres des Nations unies et chaque État devra mettre en œuvre les mesures nécessaires », a déclaré le ministre. Le texte, qui s'appuie sur une résolution antérieure concernant Al-Qaïda, « sera étendu explicitement à Daech (et) permettra tout particulièrement de viser le gel des avoirs qui seraient d'une manière ou d'une autre tirés du trafic du pétrole », a révélé Michel Sapin.

Liens : <http://www.lesoir.be/1070739/article/actualite/fil-info/fil-info-monde/2015-12-15/financement-daesh-par-petrole-dans-viseur-l-onu>

## Terrorisme : l'ONU va frapper Daech au portefeuille

Le projet de résolution de l'ONU, qui sera soumis jeudi au Conseil de sécurité de l'ONU, vise explicitement Daech et son financement par les trafics de pétrole et d'oeuvre d'art. Le ministre des Finances se dit convaincu que les 15 membres du Conseil de sécurité approuveront le texte à l'unanimité.

Après les annonces du G20 à la mi-novembre (voir encadré), la mobilisation internationale contre le terrorisme se poursuit. Le Conseil de sécurité de l'ONU examinera demain un projet de résolution qui vise "explicitement" l'organisation Etat islamique et son financement par le pétrole, a indiqué mercredi le ministre des Finances, Michel Sapin qui compte sur la pression internationale pour pousser les Etats à s'attaquer à ce problème, sous peine de sanctions.

Le Conseil de sécurité adressera avec cette résolution "un message politique très ferme, très fort: la lutte contre le financement du terrorisme est l'une des priorités de l'ensemble des membres des Nations unies et chaque Etat devra mettre en œuvre les mesures nécessaires", a déclaré le ministre dans un entretien à l'AFP.

Cette réunion, à laquelle participeront pour la première fois les ministres des Finances des 15 Etats membres, a été mise sur pied à la demande de la France et en lien très étroit avec Paris après les attentats du 13 novembre, les États-Unis, qui assurent en décembre la présidence tournante du Conseil de sécurité, ont mis sur pied.

Le texte, qui s'appuie sur une résolution antérieure concernant Al-Qaïda, "sera étendu explicitement à Daech (et) permettra tout particulièrement de viser le gel des avoirs qui seraient d'une manière ou d'une autre tirés du trafic du pétrole", poursuit le ministre qui se dit convaincu que les quinze membres du Conseil de sécurité approuveront le texte à l'unanimité.

## Support juridique

Le ministre français, qui a fait de la traque contre le financement du terrorisme l'un de ses principaux objectifs depuis les attentats de janvier à Paris, ajoute que les cinq membres permanents qui disposent d'un droit de veto (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie) se montrent extrêmement fermes dans la mise en oeuvre des standards nécessaires.

De même, il sera demandé "une vigilance toute particulière aux Etats sur le trafic d'oeuvres d'art qui peut alimenter des grands mouvements comme Daech". Selon lui, la question centrale sera: "Est-ce que tous les pays font ce qu'il faut pour lutter contre le financement du terrorisme?"

La résolution de l'ONU constitue un support juridique pour que les pays prennent leurs dispositions. La communauté internationale devra ensuite s'assurer que chaque Etat applique les mêmes mesures. Cette mission de surveillance reviendra au Groupe d'action financière (Gafi), un organisme intergouvernemental basé à Paris et chargé de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Liens: <http://information.tv5monde.com/en-continu/financement-du-groupe-ei-une-resolution-sera-presentee-l-onu-indique-sapin-74872>

CTRF-Immeuble Ahmed FRANCIS, 16306  
Ben aknoun-ALGER

Tel : 021 59 53 10 / Fax : 021 59 52 96